



## Արևմտյան Հայաստանի Ազգային Խորհուրդ

Marseille, le 12.12.2012

Chers Compatriotes,

Nous voici à l'heure des bilans, que ce soit un bilan concernant l'application des droits des Arméniens d'Arménie Occidentale ou que ce soit un bilan concernant la situation des Arméniens en Syrie. Ici je précise « en Syrie » et non « de Syrie ».

Vu la période d'extrême urgence que nous vivons actuellement, je vais consacrer la majeure partie de mes propos sur la guerre en Syrie.

La situation des populations en Syrie est de deux ordres :

- 1- Une catastrophe humanitaire
- 2- Un scandale humanitaire

### **Une catastrophe humanitaire**

La situation de catastrophe humanitaire est due au fait que la Syrie s'est embrasée en mars de l'année 2011 emportée dans la vague des contestations qui a secoué le monde arabe, de mouvement pacifique elle s'est transformée en une guerre civile. A la différence de la Tunisie, de l'Égypte ou de la Libye, la violence déchire encore le pays depuis près de deux ans d'affrontement. Et le conflit va durer enfonçant tous les jours la Syrie dans la misère.

**D'un point de vue diplomatique**, c'est ce que j'ai dénoncé à l'ONU, le 10 juillet 2012, je cite, « Plus de deux milles kilomètres d'oléoducs et de gazoducs traversent sans notre consentement nos territoires, terres et détruisent nos ressources en engloutissant des milliers d'hectares de forêts, de sites archéologiques et remettent en cause l'équilibre écologique de notre espace existentielle.

Régulièrement des feux et des explosions mettent en danger la santé des populations autochtones, le tout dans un contexte de guerre avec la Syrie qui a une frontière avec la Turquie.

A cela s'ajoute les réfugiés qui bravent tous les dangers, au détriment de leur existence, des femmes, des enfants et des vieillards tous autochtones par centaines de milliers s'enfuient de la Syrie parfois pour mourir ailleurs.

La Turquie abriterait plus de 100.000 réfugiés de Syrie depuis mars 2011. La Jordanie a accueilli environ 250 000 réfugiés en 21mois. Près de 100.000 réfugiés seraient présents dans tout le Liban et 35.000 pour l'Irak.

Les politiques des industries extractives et de croissance à l'infini des États nous mènent vers la guerre, une guerre qui peut s'étendre à toute l'Asie Mineure.

La raison de ce conflit provient du non-respect des Traités et des engagements des États et des compagnies qui aujourd'hui sont encore partie prenante.

Les nations autochtones, en particulier, arménienne, arabe, assyro-chaldéenne et kurde, sont directement concernées et rien ne pourra se faire sans leur consentement préalable, libre et en connaissance de cause.

La stratégie du dialogue et de l'application du droit international ne peuvent faire l'objet d'aucune restriction, les Traités et en particulier le Traité de Sèvres et la Sentence arbitrale du Président Woodrow Wilson doivent faire l'objet d'une application immédiate par un processus de décolonisation.

J'en appelle aux instances onusiennes, et aux États, de poursuivre le déploiement de tous les efforts pour faire face à cette crise internationale en s'appuyant sur le droit qui est force de paix parce que déjà force de

compromis, d'intelligence et de sagesse dans le but stratégique principalement de réparer et non de détruire, la destruction n'est qu'une fuite en avant qui mène au chaos. »

Aujourd'hui, si la vague des contestations contre le régime, est chiffrée selon la propagande à plus de 40.000 morts, la guerre civile en cours, va se chiffrer par des centaines de milliers de morts, pour quelles raisons ?

**D'un point de vue purement militaire**, aucune des deux forces actuellement en action ne peut l'emporter contre l'autre.

Plusieurs tentatives de renversement de régime ont été orchestrées par les Occidentaux au cours de cette année. Toutes ont échoué et rien ne permet de penser qu'il en serait autrement cette fois encore.

Le temps presse pour les États opposés au plan de paix de Genève, conclu entre les USA et la Russie, car il devrait être présenté au Conseil de Sécurité en février, c'est-à-dire juste après la confirmation par le Sénat US de la nouvelle administration Obama. Durant les deux prochains mois, tous les coups possibles seront tentés.

Utilisant même le spectre de l'arme chimique pour prétexter une intervention militaire extérieure, appuyé par les missiles sol-air « Patriot » de l'OTAN disposés de Malatya à Diyarbakir, pour soi-disant protéger une frontière longue de 900 km avec la Syrie d'où proviennent en masse des djihadistes, comme la démontrée l'opération militaire de Ras al-Ayn (qui a duré une semaine et qui aurait coûté 2 millions de dollars) devenue un échec cuisant suite à la résistance des forces populaires.

Face à ce déclin, les puissances sunnites du Golfe sont en expansion : le Qatar, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite développent une diplomatie des pétrodollars. Protégées par le bouclier américain, ces puissances régionales soignent leurs relations avec les pays occidentaux et la Turquie, empêtrés dans une crise économique avec des investissements sur la guerre toujours plus importants.

Au-delà de cet affrontement entre puissances régionales, le conflit qui se déroule en Syrie est également une guerre par interposition entre les puissances de l'OTAN et un axe Pékin-Moscou.

**D'un point de vue sociologique**, le conflit en Syrie s'est transformé en une guerre intercommunautaire. Les sunnites souhaitent briser le joug de la domination alaouite. Pris entre deux feux, les Arméniens, les Kurdes, les Syriens, les Assyro-Chaldéens, les Druzes et une frange des Arabes réunis, se prennent militairement en charge avant d'être suspectés par l'une ou l'autre faction de complicité avec l'ennemi.

Mais, aujourd'hui, les populations les plus fragiles comme des centaines de milliers d'enfants et de personnes âgées se retrouvant otages dans les grandes villes sont victimes de massacres, de famine et de froid.

Notamment la ville d'Alep, toujours âprement disputée par les différentes forces insurgées – rebelles de l'armée libre syrienne (ALS) et djihadistes – et l'armée régulière d'Assad.

En bientôt 21 mois, cette ville commerçante et prospère, un joyau du patrimoine mondial, est devenue un champ de bataille. Non seulement plus aucune vie économique normale n'y est possible mais certains quartiers abritent une misère noire et des conditions de vie pour les civils catastrophiques.

**"La situation d'Alep ne cesse d'empirer depuis que les rebelles ont débarqué fin juillet, mais maintenant elle est proche de la catastrophe : des milliers de personnes vont mourir de faim très prochainement si rien n'est fait".**

Les destructions dues aux bombardements ont laissé la ville dans un piteux état. Dévastée et ruinée. "Les gens les plus touchés sont évidemment les classes les plus pauvres et ceux qui sont dans les zones sous contrôle des rebelles" souvent bombardées, depuis le début de cette soi-disant révolution. "L'aliment de base de la population est le pain qui est fabriqué dans des boulangeries industrielles financées par le gouvernement. Avant la crise il était vendu 35 livres et maintenant entre 200 et 250 lorsqu'on parvient à en trouver. Une telle inflation empêche les gens de s'en procurer, si bien qu'ils sont maintenant concernés par la famine."

Qui plus est, plusieurs de ces boulangeries ne sont plus en activité. Certaines le sont seulement par intermittence. Des dysfonctionnements dus au "manque de fuel ou de gaz".

"Les silos de grain de la ville ont été pillés par les rebelles et le contenu revendu pour acheter des armes".

Sur place, "les prix ont augmenté de 100% ou davantage, notamment ceux des produits de première nécessité. Les stations-service ont fermé avec l'arrivée des rebelles et le prix de l'essence au marché noir a été multiplié par quatre.

Or il n'y a plus de travail puisque les affaires et les usines ont cessé leur activité et les membres de la classe moyenne sont maintenant pauvres". Une situation qui empêche non seulement les gens de se déplacer, mais surtout de se chauffer ou de cuisiner. En plein hiver, c'est peu dire que c'est un très grave problème.

"L'électricité et l'eau peuvent être coupées pour plusieurs jours dans la ville ou seulement certains quartiers, contrôlés par le régime ou les rebelles. Le seul moyen de se chauffer en ce moment c'est en faisant du feu avec le bois des arbres coupés dans les rues.

Le manque d'eau courante potable amène un autre souci à Alep : "Il y a une propagation de maladies comme l'hépatite et la parasitose [*affections parasitaires fréquentent chez le chien, qui se transmet aussi à l'homme*] en raison des mauvaises conditions sanitaires et parce que les ordures, non collectées, s'accumulent dans plusieurs parties de la ville. Certes, il y a encore quelques stocks de médicaments dans les pharmacies et les hôpitaux qui fonctionnent, mais il n'y a ni nouvelle production, ni importation, ni aide réelle. Il y aura des pénuries très bientôt.

### Un scandale humanitaire

Or cette situation catastrophique n'apitoie ni le régime, ni les rebelles, ni les Etats, ni les grandes Organisations. "Ni les uns ni les autres n'offrent aide ou assistance à la population sur place". "Les seules petites aides qui parviennent ici viennent de donateurs privés, de Hay Djampa, du Croissant-rouge syrien, ou de 3 avions, en provenance d'Arménie Orientale" mais dans l'ensemble, ces aides sont dérisoires.

Suite au tremblement de terre à Spitak, le 7 décembre 1988, rien qu'avec l'Organisation Hay Djampa nous avons pu envoyer des dizaines de tonnes de marchandises, vêtements et nourritures, sans parler de l'aide provenant de toutes les autres organisations à travers le monde, et en particulier sur Marseille.

Durant la guerre en Artsakh, l'exemplarité de la coordination des organisations arméniennes en France et de leur solidarité a permis de réaliser une aide qui se chiffrait à des millions de dollars, et je n'oublierai jamais le soutien apporté par mes compatriotes de Marseille.

Mais là, il se passe devant nous un scandale humanitaire, alors que cela fait six mois que j'appelle toutes les instances de l'Arménie Orientale, les organisations des Etats-Unis, de Russie, de France et d'Europe de nous concentrer sur la question vitale des Arméniens de Syrie, en Syrie, je n'ai reçu aucune réponse, en dehors de quelques donateurs privés.

Alors que des dizaines de millions de dollars auraient été soulevés **au nom d'une aide humanitaire en direction des Arméniens en Syrie**, c'est-à-dire en fait des Arméniens d'Arménie Occidentale survivants du génocide, le constat aujourd'hui est scandaleux, devant la famine qui ronge nos familles, devant la souffrance quotidienne de nos enfants, devant la solitude de nos parents, devant l'ensemble du peuple arménien d'Arménie Occidentale et devant nos martyrs, il est de mon devoir, il est de ma responsabilité politique, d'appeler à une réaction de masse.

Il est clair qu'il y a soit une « mauvaise répartition » des aides humanitaires, soit un détournement volontaire, cette « mauvaise répartition » risque de se payer en vie humaine. Il est donc de mon devoir de réagir et de vous aider à comprendre que les choses ne peuvent se poursuivre ainsi, et il serait irresponsable de ne pas tenir compte de mon avertissement.

Les populations arméniennes sur place, en Syrie, elles-mêmes dénoncent cette situation, donc une fracture est en train de s'amorcer et nous allons tout droit vers une implosion de notre société si la politique de répartition des aides et l'importance de la mise en place d'une politique de « participation nationale » n'est pas prise en compte rapidement, il s'agit là de sécurité nationale.

Pour cela, j'en appelle à la raison, et j'en appelle à un débat national surtout au niveau du futur Parlement d'Arménie Occidentale, la reconnaissance commune des deux entités nationales que sont aujourd'hui

l'Arménie Occidentale et ses communautés (y compris celle du Hamshen, du Djavakhk et de la Syrie), ainsi que la République d'Arménie Orientale y compris l'Artsakh et les communautés provenant d'Azerbaïdjan devient une politique vitale pour notre nation, dans le cas contraire nous allons au devant d'une grande tragédie.

Nous avons besoin d'un rééquilibrage politique sincère, car la négation de l'une de nos deux entités, entraînera la négation de l'autre, c'est ce qui est en train de se passer vis-à-vis de nos compatriotes en Syrie et je n'accepterais pas la perte d'une vie humaine due à la famine qui serait consécutive d'un mépris en direction de notre peuple en Syrie, à l'exemple du discours méprisant formulé par le président du Fond arménien en France, le 18 novembre 2012, « promettant d'allouer une partie du montant de 1,8 millions de dollars collecté pour reconstruire des logements pour les Arméniens d'Alep après la guerre » (cf. courrier de Mr Harut SASSOUNIAN du 29 novembre 2012) !

Chers (es) amis (es), ce soir et immédiatement, je vais aussi donner, la parole à nos compatriotes en Syrie, afin que de vive voix vous puissiez avoir des témoignages.

Et dans le fil de vos questions, je préciserai les conditions de constitution de l'Etat syrien en comparaison avec l'Arménie Occidentale, du travail du Conseil National Arménien sur le terrain et de l'avenir de la Syrie relativement à sa composition ethnique.

Chers compatriotes, très rapidement arrivent les fêtes de fin d'année, pour beaucoup ce sera un moment de joie et de détente, pour certains d'entre nous ce sera une période de guerre, de famine et de froid, alors pensez à eux, aidez nous à résister !

Merci

Arménag APRAHAMIAN  
Président du Conseil National Arménien

---

Արևմտյան Հայաստանի Ազգային Խորհուրդ

[stat.gov.wa@haybachdban.org](mailto:stat.gov.wa@haybachdban.org)